

NON, LA CHINE N'EST PAS UN "CAPITALISME D'ÉTAT"

Il y a des expressions qui connaissent une histoire singulière, et le signifiant "capitalisme d'État" est sans doute l'un des plus élastiques de la science politique de notre temps. Lorsqu'il s'agit en Occident de nommer la Chine contemporaine, d'en donner une représentation savante, ou, pour employer un langage marxiste, de désigner la formation sociale qui la caractérise, voilà que le "capitalisme d'État" fait immédiatement irruption dans le discours : de la droite à la gauche, des marxistes aux libéraux en passant par les conservateurs, tout le monde semble tomber d'accord. Comme s'il était frappé au coin du bon sens que la Chine relève d'une telle catégorie, une belle unanimité, de Steve Bannon à Frédéric Lordon, efface les inimitiés idéologiques habituelles. (1)

Chez les critiques de droite, désigner la Chine comme un "capitalisme d'État" a une fonction particulière dans un discours en forme de réquisitoire judiciaire : il s'agit d'accuser le gouvernement chinois de ne pas respecter les règles du commerce mondial, du libre-échange et de la concurrence pure et parfaite entre les entreprises sur le marché mondial. En acceptant la Chine dans l'OMC, les pays occidentaux auraient ainsi été victimes d'un marché de dupes : Pékin aurait violé les règles du jeu en accordant des subventions à ses entreprises et en maintenant un puissant secteur public dont l'existence apparaît comme une hérésie aux yeux des tenants du dogme libéral. (2) Il est amusant de constater, à ce propos, que la réponse des Chinois à ce type d'accusation consiste généralement à montrer que la Chine contemporaine ne s'exonère pas des règles du libre-échange et respecte les accords commerciaux, tandis que son partenaire numéro un, au contraire, s'ingénie régulièrement à les mettre en pièces, comme le montre la guerre commerciale déclenchée par l'administration Trump.

Avec finesse, les experts chinois soulignent aussi que l'articulation forte entre l'État et le marché n'est pas une

caractéristique originale du système économique chinois, mais une constante des sociétés modernes, particulièrement depuis que les deux guerres mondiales ont conduit la puissance publique à intervenir dans la régulation des activités économiques. Si l'on accuse la Chine, par exemple, de pratiquer le capitalisme d'État et de contourner les principes du libéralisme en utilisant ses entreprises publiques, les Chinois ont beau jeu de répondre que les entreprises publiques existaient dans les pays capitalistes bien avant qu'elles ne fussent créées en République populaire de Chine. En réalité, il n'y a jamais eu d'économie de marché pure et parfaite, de concurrence totalement transparente, ni d'allocation des ressources par le marché sans une forme ou une autre de régulation par des instances qui ne relèvent pas du marché. (3)

De ce point de vue, l'argumentation des chercheurs chinois qui analysent l'histoire du capitalisme d'État coïncide avec les conclusions du grand historien Fernand Braudel. Dans son ouvrage *La dynamique du capitalisme*, il écrit : "Ainsi l'État moderne, qui n'a pas fait le capitalisme, mais en a hérité, tantôt le favorise et tantôt il le défavorise ; tantôt il le laisse s'étendre ; tantôt il en brise les ressorts. Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'État, qu'il est l'État. Dans sa première grande phase, dans les villes-États d'Italie, à Venise, à Gênes, à Florence, c'est l'élite de l'argent qui tient le pouvoir. En Hollande au XVIIe siècle, l'aristocratie des Régents gouverne dans l'intérêt et même selon les directives des hommes d'affaires, négociants ou bailleurs de fonds. En Angleterre, la révolution de 1688 marque pareillement un avènement des affaires à la hollandaise". En remontant quelque peu aux origines, on se rend compte que la relation privilégiée entre l'État et le capitalisme n'est pas une donnée nouvelle de l'histoire économique. C'est une réalité fort ancienne dont les pays capitalistes occidentaux eux-mêmes, du XVIe au XXe siècle, ont souvent montré l'exemple.

Le paradoxe de cette situation, c'est que le capitalisme d'État est une expression qui fut popularisée par Lénine au lendemain de la révolution d'octobre 1917, lorsqu'il expliquait les différentes étapes par lesquelles la Russie des soviets devait passer pour jeter les bases du socialisme. Lénine accordait en effet une importance particulière à cette étape incontournable, selon lui, du développement d'une économie exsangue : "Le socialisme est impossible sans la technique de la grosse industrie capitaliste, technique organisée selon le dernier mot de la science moderne. Il est impossible sans une organisation méthodique réglée par l'État, et qui impose à des dizaines de millions d'hommes la stricte observation d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous marxistes, l'avons toujours dit". En effet, "ce n'est pas sans raison que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme, ce n'est pas sans motif qu'ils ont insisté sur les longues douleurs de l'enfantement de la nouvelle société, cette dernière étant elle aussi une abstraction, incapable de devenir une réalité autrement qu'à la suite d'une série de tentatives concrètes, variées et imparfaites pour fonder tel ou tel État socialiste". Or "le capitalisme de monopole de l'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'échelon historique qu'aucun autre échelon intermédiaire ne sépare de l'échelon appelé socialisme".

Sous l'égide de l'État prolétarien, notre politique, dit Lénine en 1921, c'est de "donner aux petits paysans, en échange du blé, tous les produits dont il ont besoin et que fournit la grosse industrie socialiste". C'est pourquoi il ne faut pas "bloquer le développement des échanges privés non pratiqués par l'État, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme". Car c'est "un développement inévitable" lorsqu'il y a "des millions de petits producteurs". Entraver ces échanges, ce serait "une sottise et un suicide pour le parti qui aurait essayé de le faire, une sottise, parce que cette politique est économiquement impossible, un suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une

politique de ce genre aboutissent à une faillite certaine”. Ce que nous devons faire, “ce n’est pas bloquer le développement du capitalisme, mais s’appliquer à l’orienter dans la voie du capitalisme d’État, chose économiquement possible, puisque le capitalisme d’État existe sous une forme ou sous une autre partout où il existe des éléments de commerce libre et de capitalisme en général”. C’est pourquoi “l’État prolétarien doit devenir un patron prudent, soigneux et habile, un négociant en gros consciencieux. Sinon il ne pourra pas mettre debout, économiquement, ce pays de petits paysans”. (4)

Dans sa définition historique précise, le capitalisme d’État est donc cet état transitoire, identifié par Lénine comme l’antichambre du socialisme : autrement dit, un compromis nécessaire entre les principes du socialisme et les réalités du sous-développement. Il est donc particulièrement cocasse de voir les adversaires libéraux du socialisme à la chinoise utiliser ce concept pour stigmatiser le caractère étatique du système chinois, puisque Lénine l’a forgé précisément pour justifier le contraire : le maintien temporaire de la petite production sous la tutelle d’un État modernisateur. Mais là où le débat devient encore plus complexe, c’est que cette première ligne argumentative consistant à incriminer “l’étatisme du capitalisme à la chinoise” coexiste avec une seconde ligne argumentative aux intentions totalement opposées, puisqu’elle consiste au contraire à incriminer “le caractère capitaliste de l’État chinois”.

Dans un cas comme dans l’autre, on brandit l’expression “capitalisme d’État” comme s’il disait tout, alors même que son usage contradictoire saute aux yeux. Dans le second cas, on l’aura compris, les attaques viennent de la gauche et de l’extrême gauche. C’est dans les milieux progressistes et marxistes que s’instruit, en effet, le procès d’un “socialisme aux caractéristiques chinoises” hâtivement assimilé à un capitalisme d’État qui serait aussi exploiteur et prédateur que le capitalisme libéral à la mode occidentale. Tandis que les critiques de droite répètent ce mantra pour accuser la Chine de pratiquer l’étatisme,

les critiques de gauche font de même, mais pour reprocher à la Chine d'être trop capitaliste. Toutefois, comme c'est souvent le cas lorsqu'un système social fait l'objet d'attaques croisées, celles-ci manquent également leur objet, et deux erreurs d'analyse cumulées produisent rarement une vérité.

Les critiques de gauche reposent principalement sur l'interprétation donnée aux réformes économiques engagées à partir de 1978 : la Chine aurait renoncé au socialisme, restauré le capitalisme et rétabli dans ses droits une bourgeoisie avide de profit. Simultanément, les réformes auraient laissé le monopole du pouvoir au parti communiste afin de faire taire les oppositions et d'imposer la restauration capitaliste. Cette lecture est dominante dans les milieux progressistes et marxistes du monde occidental, mais elle a un très gros inconvénient : elle est fautive. Elle postule en effet que les Chinois, en modifiant le cap économique, auraient procédé à un changement systémique. Or la structure socialiste de la formation sociale chinoise a été maintenue contre vents et marées. Même si la période de transition a été très difficile et si la Chine charrie aujourd'hui encore son lot de contradictions, les réformes n'ont pas altéré le mouvement d'ensemble de la société chinoise en direction du socialisme.

Si tel est le cas, c'est non seulement parce que l'État socialiste a conservé la propriété des principaux moyens de production ; parce qu'il affermi son contrôle sur les secteurs-clés de l'industrie (la moitié des actifs industriels relève des entreprises publiques) ; parce que les circuits de financement de l'économie sont très largement aux mains de l'État (80% des actifs bancaires appartiennent à des banques publiques) ; parce que la propriété ultime de la terre est toujours celle de l'État, les collectivités locales se chargeant de l'allocation des ressources foncières ; parce que la direction de l'économie est assurée dans le cadre d'une planification efficace et décentralisée.

Mais c'est surtout parce que les résultats sont là : la politique du gouvernement a généré une amélioration constante des conditions de vie de la population ; les salaires réels ont fortement augmenté dans les vingt dernières années ; le pays a été doté d'infrastructures performantes dans tous les domaines de la vie quotidienne (éducation, santé, transports, culture, loisirs) ; tous les logements ont l'eau, l'électricité et les sanitaires, et 90 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale ; la pauvreté extrême a été éradiquée au terme d'un programme unique au monde, et les inégalités sociales, si elles demeurent importantes, tendent à se réduire ; la politique du gouvernement chinois en matière de transition énergétique est un modèle pour le monde, et ce pays assure à lui seul 60 % des investissements mondiaux dans les énergies vertes ; sa politique internationale est pacifique, et la Chine n'a participé à aucun conflit armé depuis 47 ans ; elle a développé des partenariats constructifs avec 153 pays dans le cadre de "l'Initiative, la ceinture, la route".

Bien sûr, le parti communiste chinois n'a pas encore atteint son objectif ultime qui est la construction d'un "pays socialiste puissant, beau et prospère", et il a fixé à 2049 l'échéance finale de cette réalisation. Si la Chine est encore au "stade primaire du socialisme", c'est parce que le développement des forces productives y est encore insuffisant. "La contradiction principale, dit Xi Jinping, c'est la contradiction entre le développement encore insuffisant et déséquilibré des forces productives et l'aspiration croissante du peuple chinois à une meilleure qualité de la vie". Le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère n'est pas une rêverie éthérée, mais un processus historique. Ce processus est en cours, il prendra encore des décennies, mais les résultats obtenus sont d'ores et déjà impressionnants : le peuple chinois a été sorti de la misère et de l'oppression, et il s'avance vers la construction d'une société en forme de "ballon ovale", comme disent les textes officiels du PCC, c'est-à-dire une société où les classes moyennes

deviennent le groupe largement majoritaire de la société chinoise, tirant vers le haut l'ensemble de la population.

Ces résultats, la Chine les doit au socialisme, c'est-à-dire à une politique menée dans l'intérêt du peuple tout entier sous la direction du parti communiste chinois, lequel entraîne l'ensemble des acteurs publics et privés qui travaillent à l'édification d'une société plus juste. C'est pourquoi la Chine est un pays où il y a des capitalistes, mais sans être "un pays capitaliste". Le secteur occupé par des entreprises de type capitaliste côtoie un puissant secteur public correspondant au mode de production socialisé, un large secteur agricole organisé selon le mode de production familial, et enfin une myriade d'entreprises individuelles et de sociétés coopératives disséminées dans l'ensemble de la société. Mais c'est l'État socialiste qui est aux commandes, sous la direction d'un parti communiste qui sélectionne ses dirigeants selon leurs mérites au service du peuple et orchestre la planification du développement de l'ensemble de la société.

A l'évidence, ce système politique, économique et social n'a rien à voir avec le capitalisme des pays capitalistes : comme le montre leur fonctionnement réel, et non l'énoncé verbal des principes dont se réclament ces pays dits démocratiques, la classe des détenteurs de capitaux y exerce le pouvoir, et elle a toujours le dernier mot. Certes l'État peut y jouer un rôle régulateur, parfois très important : il peut se voir confier des missions d'ordre stratégique, mobilisant des financements que seule la puissance publique peut fournir, mais sa structure de classe fondamentale lui impose sa sujétion finale aux intérêts privés. Dans les années 1960, sous le pouvoir gaulliste, l'État-stratège a doté le pays des joyaux d'une industrie innovante (transport ferroviaire, nucléaire, spatial, aéronautique) et défendait une certaine idée de la France face aux superpuissances. Et pourtant, lorsque la fraction hégémonique du capitalisme français a rejeté un nouveau projet de réforme

qui mettait en cause ses privilèges de classe, elle a signifié son congé au général de Gaulle en 1969.

La direction du pays par le parti communiste donne à la Chine, à l'inverse, une stabilité politique et une orientation socialiste qui sont non négociables. La différence entre le capitalisme d'État des pays capitalistes et le socialisme aux caractéristiques chinoises, c'est que le premier est placé sous l'hégémonie des intérêts de la classe possédante, en dépit du rôle de l'État, tandis que le second est placé sous l'hégémonie de l'intérêt commun sous le contrôle du parti qui en est le garant. La critique gauchiste du capitalisme d'État bute inmanquablement sur cette contradiction : elle ne sait pas distinguer l'orientation capitaliste du "capitalisme d'État" des pays capitalistes, d'une part, et l'orientation socialiste du socialisme aux caractéristiques chinoises, d'autre part.

Pourquoi ne peut-elle opérer cette distinction ? Sans doute parce que les concepts qu'elle utilise sont des abstractions. Dans la formation sociale chinoise, elle ne voit ni le jeu complexe et hiérarchisé des modes de production, ni la prédominance incontestable du secteur socialisé qui en est le trait principal ; pas plus qu'elle ne comprend le rôle dirigeant du parti communiste en qui elle voit l'organe d'un pouvoir totalitaire, alors qu'il est l'instrument d'une démocratie populaire : fort de ses 100 millions d'adhérents, il traduit les revendications des masses tout en organisant l'application des décisions prises par les organes du parti et de l'État. En Chine, ce n'est pas l'oligarchie capitaliste qui a le pouvoir, c'est le parti communiste. C'est peu de dire que les hommes d'affaires chinois qui ne l'ont pas compris ont eu beaucoup d'ennuis : la liste des dirigeants sanctionnés par les tribunaux est impressionnante. Pourtant cette sévérité ne traduit pas un acharnement particulier de la justice chinoise contre les classes fortunées : elle indique simplement le fait que les plus riches ou les plus puissants ne sont pas exemptés de l'application de la loi pénale. Si le système chinois était un "capitalisme d'État" à

l'occidentale, est-on sûr que les capitalistes craindraient la sévérité des tribunaux ? Les pays capitalistes, en tout cas, donnent peu d'exemples de puissants hommes d'affaires ayant dû subir les foudres de la loi pénale pour leurs malversations.

En conclusion, on notera surtout que le paradoxe souligné initialement n'est pas si paradoxal : qu'il y ait convergence des attaques menées contre la Chine socialiste par les thuriféraires du capitalisme privé et les doux rêveurs du gauchisme occidental n'est pas un hasard. Dans un document publié par une branche de la "Quatrième internationale" (trotskiste), la Chine est qualifiée de "puissance capitaliste et impérialiste". Les auteurs du document affirment aussi qu'en cas de conflit entre la Chine et les États-Unis, la seule attitude révolutionnaire serait dans les deux cas de "pratiquer le défaitisme" : autrement dit, ne soutenir ni l'un ni l'autre des belligérants, ainsi renvoyés dos à dos, rester les bras croisés par "anticampisme", bref observer une stricte neutralité dans un conflit qui opposerait l'impérialisme prédateur des États-Unis, dont on voit aujourd'hui encore l'immensité des méfaits, et la République populaire de Chine, dont tout indique qu'elle ne choisira jamais la voie des armes si elle peut l'éviter. (5) L'usage polémique du concept de "capitalisme d'État", véritable appellation infamante dans l'esprit de ses auteurs, serait-il le cache sexe d'une connivence entre adversaires de droite et de gauche d'un socialisme chinois dont la réussite pulvérise leur vision du monde ?

Notes :

(1) Frédéric Lordon a qualifié la Chine de "capitalisme d'État" dans un entretien avec Olivier Berruyer sur *Elucid*.

(2) Laurent Malvezin, "Il est encore temps de contrer le dévastateur capitalisme d'État chinois", *Le Figaro*, 23 octobre 2025.

(3) “Reconnaître la vérité sur le problème du capitalisme d’État”, *Xinhua*, 1er septembre 2018.

(4) Lénine, “Sur l’impôt en nature”, avril 1921.

(5) Esteban Mercatante et André Barbieri, “La Chine dans le capitalisme mondial”, *Révolution permanente*, 29 novembre 2025.